

Tribune. CENTRAFTIQUE :

La politique c'est un apprentissage démocratique de l'exercice du pouvoir électif de la base au sommet éventuel de l'état.

Par Léon Kidjimalé Grant

Les réactions des compatriotes, Adolphe Pakoua, Jean-Bosco Péléket et Paul Sadam à la tribune , « Du pays et des hommes » , du 11/12/2013, ont contribué à élargir la problématique. Il vient que la dualité pays et hommes va de paire, et forme un couple indissociable sur le plan de la réflexion. Par conséquent, le terme « Centrafrique, pays des paradoxes », est une façon de mettre en exergue, l'asymétrie qui est que des hommes et des femmes vivent pauvrement dans un pays potentiellement très riche !

Le manque de prise de conscience, nous l'avons très souvent souligné, y est pour beaucoup. D'où la question subsidiaire, - **Comment faire prendre conscience aux hommes et aux femmes de la mauvaise gouvernance ?** Il en a aussi été question.

D'où l'autre question implicite – **Comment parvenir à la bonne gouvernance ?**

Une autre question, aussi pertinente, me semble-t-il, est : **À qui revient le devoir d'interpeller ? ***

A ces trois questionnements, plusieurs pistes ou indications ont été apportées à travers nos réflexions ici ou ailleurs. Il appartient donc, à chacun de se les approprier, de les fructifier et de les traduire en acte. Comme me faisait savoir un compatriote, à quelque chose malheur est bon. En clair, ce grand malheur, que la Séléka a apporté et/ou a fait éclore, est une occasion pour solder le compte archinul de l'état centrafricain, de faire un état des lieux, et de reconstruire avec de nouveaux matériaux sains et solides. Et ces nouveaux matériaux incluent aussi bien les hommes que les idées novatrices qu'ils peuvent apporter.

Une chose est certaine : « Celui qui peut le plus, peut le moins » dit l'adage!

Autrement dit, celui qui n'a pas su réussir le moins, ne pourra pas réussir le plus. Il est fort rare de voir dans le monde politique, des personnes sorties de nulle part, parvenir au niveau le plus élevé de l'État, (sauf certains dictateurs, ceux qui prennent les armes pour ce faire...)

Dans les grandes démocraties, il apparaît souvent que les politiques, avant de parvenir à l'exercice du pouvoir de l'État en tant que Ministres ou Chef de l'Etat, ont subi les épreuves des urnes dans des localités plus modestes : cantons, mairies, départements et régions (ou élections européennes). Ils ont donc, pour la plupart, appris la gestion du pays, des hommes et des biens publics à moindre échelle. Beaucoup de pays africains se sont inspirés de cette pratique, Je citerai la Cote d'Ivoire, le Sénégal, le Congo-Brazzaville... Je ne dis pas que ce sont de parfaites réussites. Mais ce sont là, des degrés indispensables où s'apprennent les pratiques du métier de politiques. C'est à ce

niveau, parfois modeste, que l'homme politique s'imbibe de connaissances, d'expériences pratiques dans la gestion juste et équitable des hommes et des ressources dont il a la charge. Oui, la politique est un métier exigeant des étapes, une vraie école. *Malheureusement, il n'y a qu'en R.C.A. qu'on devient un homme politique du jour au lendemain, avec assez souvent des responsabilités dont on ignore le poids, parce qu'on n'a jamais été une seule fois de sa vie, à l'épreuve de telles charges !*

Nous pouvons remonter aussi loin que l'on veut. Le dernier qui avait été député-maire, fut Barthélémy Boganda. Si je ne m'abuse, je ne connais pas d'autres, puisque l'Assemblée Nationale a été supprimée par le Colonel Bokassa, après le coup d'état de la Saint-Sylvestre. Les maires sont le plus souvent nommés par le pouvoir. L'on sait que « qui nomme, commande ». Alors que quand on détient sa légitimité des urnes, l'on a des comptes à rendre aux électeurs à partir du projet qui avait recueilli leur adhésion. Donc, le citoyen centrafricain a été toujours écarté de la chose publique déjà à la base. Cette pratique, soit dit en passant, arrange tous les partis politiques, qui voient ainsi leur pouvoir *s'élargir jusqu'à l'extrême et jusqu'aux fins fonds* du pays. Le président en Centrafrique dispose d'un pouvoir quasi-royal absolu. Il peut sortir n'importe quel quidam de nulle part, et faire de lui un demi-dieu. La pratique se fait de façon concentrique : les plus proches parents, les proches du clan et de la région du Prince, les proches par alliance, les amis que l'on va chercher dans d'autres ethnies ou zones géographiques ou partis politiques. Bref, c'est ainsi ; L'on refait la même construction au niveau de l'Armée, et des secteurs économiques et financiers clés de l'état. Nous voilà, face à un démembrement du Prince, qui gouverne partout, par individus *interposés et nommés*, donc ne devant des comptes qu'à lui seul...

Les élections présidentielles et législatives prochaines obéiront encore à ces schémas. Par conséquent, les causes seront les mêmes, du fait que la réalité du pouvoir est détenu par un Président, qui saura comment s'assurer la fidélité de la majorité des Parlementaires...

Il faut donc changer cette pratique, par une prise de conscience du plus grand nombre de la population. Ce sont les élections municipales, puis cantonales qu'il convient de privilégier.

L'une conduit à élire un maire et des conseillers municipaux proches de la population à partir de projets concurrents. L'autre, à élire un Président de Région. Bref, un changement constitutionnel s'impose à l'issue de cette grande crise que nous traversons. Nos élites politiques sortiront dorénavant du terrain où ils auraient fait leur preuve, et non de par la volonté du Prince élu ou autoproclamé. Depuis M. David Dacko, jusqu'à présent, nous mesurons les conséquences d'un tel manquement ! ***Et si nous souhaitons ne plus revivre le calvaire de la mauvaise gouvernance qui a toujours présidé au destin de notre pays, il est de notre devoir de comprendre que nous ne***

pouvons pas faire autrement que de donner la parole au peuple, et cela à tous les niveaux, pour lui permettre de faire librement ses choix.

L'apprentissage de l'exercice du pouvoir exige des étapes obligés, surtout du temps et un bon encadrement. L'on ne saurait changer de corps de métier quelconque, et s'affirmer ou s'autoproclamer politique. Le mot métier provient du mot « misterium » en latin populaire, contraction du terme « ministerium » en latin classique, signifiant à l'origine « besoin », puis « service de détail », « office », qui donne par suite en français moderne les mots. (wikipédia)

Donc nul besoin d'être **nommé ministre** pour l'être. L'on doit donc cesser de considérer de devenir Ministre pour s'estimer homme ayant parvenu. Tout métier est un ministère. Celui du politique qui a fait patiemment ses classes et ses apprentissages, peut le conduire au gouvernement ou au sommet de l'état.

Nous découvrons d'ailleurs en ces temps qui sentent une fin de règne, à quel point, il est dérisoire d'être fait ministre. Hier et encore récemment, trois ont été congédiés comme de vulgaires domestiques. Être nommé c'est s'asseoir sur une chaise éjectable, de tout instant et à tout moment. Il est préférable d'être élu.

SINGUILA na SIRIRI

* Ce devoir incombe à tous les citoyens et citoyennes instruits ou avertis des conséquences que peuvent engendrer la mauvaise gouvernance, justement.

Et nous apprenons cette leçon de la plus dure des façons: non paiement des salaires, tribalisme et clanisme, violences physiques et morales patiemment contenues au-delà du supportables; une Armée politisée, tribalisée et négligées... Bref les signaux étaient au rouge vif depuis fort longtemps. Il ne restait plus qu'à faire le lit de la Séléka, par l'avant dernier locataire du Palais de la Renaissance pour que le malheur accourt !

La politique est donc affaire de tous.

A lire sur le même sujet ;

<http://afriquenewsblog.wordpress.com/2013/11/11/centrafrique-le-code-electoral-bis-repetita/>